



Financement agricole Canada

Rapport financier du troisième trimestre de 2025-2026

En date du 31 décembre 2025 et pour les périodes de trois mois et
de neuf mois terminées le 31 décembre 2025



Table des matières

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers.....	3
Avertissement relatif aux énoncés prospectifs.....	3
Aperçu	3
Contexte économique.....	4
Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire.....	5
Gestion du risque d'entreprise	6
Résultats financiers	7
Situation financière.....	9
Rendement par rapport au plan.....	9

États financiers

Déclaration de la responsabilité de la direction	10
États financiers trimestriels consolidés condensés.....	11
Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés.....	15

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez écrire à la Communication d'entreprise à l'adresse communications@fcc-fac.ca.

Rapport de gestion

Préparation des renseignements financiers

Le rapport de gestion qui suit résume la situation financière et les résultats d'exploitation de Financement agricole Canada (FAC) et a été préparé par la direction. Conformément au pouvoir que lui confère le Conseil d'administration de FAC, le Comité d'audit et de gestion du risque du Conseil a examiné le rapport de gestion et a approuvé sa diffusion le 19 février 2026. Ce rapport de gestion a été dressé conformément à la Directive sur les normes comptables : « GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État », publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

Ce rapport de gestion s'appuie sur les états financiers trimestriels consolidés condensés non audités de FAC pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2025 et peut être lu en parallèle avec le Rapport annuel et le Résumé du plan d'entreprise les plus récents.¹

Avertissement relatif aux énoncés prospectifs

Le rapport de gestion contient des renseignements financiers prospectifs fondés sur certaines hypothèses qui reflètent le plan d'action de la direction selon la conjoncture économique la plus probable. Du fait de leur nature, ces hypothèses comportent des incertitudes et des risques inhérents. Il existe donc un risque important que les résultats réels soient différents et que les écarts soient notables. Au nombre des facteurs qui pourraient causer de tels écarts, il faut inclure l'évolution de la conjoncture générale de l'économie et des marchés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pression inflationniste, les taux d'intérêt, les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement et les perturbations commerciales.

Aperçu

FAC est une société d'État fédérale qui rend compte aux Canadiennes et Canadiens et au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Elle offre du financement, des capitaux et d'autres services à plus de 103 000 clientes et clients. La société compte plus de 2 500 employées et employés répartis dans 101 bureaux situés principalement dans les collectivités rurales canadiennes, ainsi qu'à son siège social, qui se situe à Regina, en Saskatchewan.

¹ Ces documents peuvent être consultés à l'adresse fac.ca/rapports.

Contexte économique¹

Les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire continuent de faire face à une grande incertitude découlant des perturbations commerciales mondiales. La lente croissance économique au Canada et dans le monde exerce de la pression sur les prix de la plupart des produits agricoles. Les recettes monétaires agricoles ont diminué de 1,4 % en 2024, après avoir atteint un nouveau sommet record l'année précédente. En 2025, on estime que les recettes monétaires agricoles ont augmenté de 3,4 %, car la hausse des recettes tirées du bétail a compensé largement la baisse des recettes des cultures. Dans l'ensemble, les recettes monétaires agricoles de 2026 devraient augmenter de 7 %, car les prix des bovins devraient rester élevés. Si les projections pour 2025 et 2026 se concrétisent, les recettes atteindront de nouveaux sommets records de 101,5 milliards de dollars et de 108,4 milliards de dollars, respectivement, renforçant ainsi la situation financière des exploitations agricoles. Toutefois, compte tenu des incertitudes actuelles, notamment au chapitre du commerce international, ces prévisions pourraient être révisées à la baisse.

En 2025, le Canada devrait connaître une croissance du PIB inférieure à 2 %, signe de la présence de problèmes structurels au-delà des perturbations commerciales temporaires avec les États-Unis. Le ralentissement de l'immigration a aussi réduit la croissance démographique du Canada, limitant ainsi son potentiel économique. La faiblesse du marché du travail et la baisse du pouvoir d'achat des ménages freinent par ailleurs les dépenses de consommation. Les investissements des entreprises restent modérés dans un contexte d'incertitude commerciale mondiale. L'année 2026 promet d'être encore difficile, car la faible croissance de la productivité continuera de brider le potentiel économique, ce qui limitera la croissance économique globale.

La Banque du Canada, qui a abaissé son taux directeur à 2,25 % l'année dernière, devrait maintenir ses taux constants en 2026. Cependant, compte tenu des risques importants qui pèsent sur l'économie en raison des incertitudes persistantes, de nouvelles baisses du taux du financement à un jour ne sont pas à exclure. Les taux à long terme devraient en revanche rester élevés et stables, sous l'effet de la dynamique du marché obligataire américain. Les emprunteurs qui renouvellent leurs prêts à taux fixe, taux généralement indexé sur le rendement des obligations de cinq ans du gouvernement du Canada, pourraient donc ne pas connaître de répit. Compte tenu de la faiblesse prévue de l'économie et de la persistance du désavantage sur le plan du rendement – le taux du financement à un jour de la Banque du Canada étant inférieur au taux directeur américain –, le dollar canadien devrait vraisemblablement se maintenir dans une fourchette de 72 à 74 cents américains cette année.

La forte demande et la faible disponibilité des terres agricoles continuent d'être des facteurs déterminants pour l'appréciation de la valeur des terres agricoles, qui a connu une croissance annuelle moyenne de près de 10 % au cours des cinq dernières années. Les revenus agricoles élevés, les taux d'intérêt favorables et les flux de trésorerie solides ont contribué à l'appréciation de la valeur des terres agricoles. Récemment, le rythme de l'appréciation a ralenti parallèlement à la baisse de la rentabilité, bien que l'offre limitée de terres continue de soutenir les prix. En 2024, la valeur des terres agricoles a augmenté de 4,5 %, et une dynamique similaire est attendue à l'avenir : l'offre restreinte fait grimper les prix, tandis que la baisse des recettes monétaires des cultures et des marges freine la demande. Nous nous attendons à ce que la valeur des terres agricoles augmente de 4,3 % en 2025 et de 5,9 % en 2026. Or, selon le dernier bilan semestriel de FAC, la valeur des terres agricoles canadiennes a augmenté de 6,0 % au cours du premier semestre de 2025. Si cette tendance se maintient, les prix des terres pourraient être plus élevés que prévu.

Les tensions géopolitiques ont eu un impact considérable sur l'agriculture canadienne. Les exportations de produits canadiens vers les États-Unis qui sont conformes à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) ont été exemptées des droits de douane américains. Toutefois, les tarifs douaniers de 50 % sur l'acier et l'aluminium entraîneront une augmentation du coût des équipements agricoles et auront une incidence sur le coût des canettes importées pour le secteur des aliments et des boissons. L'ACEUM devrait être révisé d'ici le 1^{er} juillet 2026, de sorte que l'incertitude risque de persister à court terme.

L'Inde et la Chine ont imposé des droits de douane sur certains produits canadiens en 2025. Les droits de douane indiens s'élèvent à 10 % pour les lentilles et à 30 % pour les pois jaunes. La Chine a imposé quant à elle des droits de douane de 75,8 % sur les graines de canola, de 100 % sur l'huile de canola, le tourteau de canola et les pois, et de 25 % sur le porc et les produits de la mer. Un accord commercial récemment conclu entre la Chine et le Canada offrira un soulagement à certains producteurs. La Chine s'est engagée à réduire les droits de douane sur les graines de canola canadiennes à 15 %. À compter du 1^{er} mars 2026, le tourteau de canola, les pois, les homards et les crabes canadiens ne seront plus assujettis à des droits de douane.

¹ Les références dans le *Contexte économique* se rapportent à l'année civile. Au moment de la rédaction du présent rapport trimestriel, les références aux données économiques de 2025 sont encore des estimations et sont mentionnées comme telles tout au long de l'aperçu. Ces valeurs changeront dans les rapports subséquents à mesure que les données réelles seront connues.

Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire¹

Production primaire

La production totale de céréales et d'oléagineux au Canada a atteint un sommet record de 107 millions de tonnes en 2025, soit près de 16 % de plus que la moyenne quinquennale (2020-2024). L'augmentation de la production est en grande partie attribuable à des conditions de croissance optimales. Malgré cela, les recettes tirées des céréales et des oléagineux devraient reculer de 2,9 % en 2025 en raison de la baisse des prix. En 2026, l'accès restreint aux marchés clés devrait peser sur les ventes et limiter les recettes. Les droits de douane et l'abondance de l'offre mondiale ont fait baisser les prix du canola et des légumineuses. Les marges bénéficiaires dans l'Ouest canadien, qui sont restées faibles l'année dernière, devraient donc encore subir des pressions en 2026. Dans l'Est canadien, la baisse des rendements en 2025 laisse présager une diminution de la rentabilité. Les rendements moyens prévus pour 2026 laissent entrevoir une légère amélioration de la rentabilité, mais celle-ci devrait rester faible en raison de la baisse des prix des produits de base.

L'industrie laitière a récemment connu plusieurs années consécutives de croissance. La production laitière a augmenté, stimulée par une forte demande de produits laitiers, contribuant ainsi à l'amélioration de la rentabilité de cette industrie. Les estimations des marges de l'industrie laitière se sont améliorées tout au long de l'année 2025, grâce à une légère baisse des coûts des aliments pour animaux et d'autres coûts, ainsi qu'à une augmentation des revenus. La solidité des prix des composants laitiers et la baisse des coûts des aliments pour animaux favorisent une forte rentabilité en 2026.

Les stocks de bovins restent faibles dans toute l'Amérique du Nord, ce qui maintient les prix à un niveau élevé. Par conséquent, le secteur bovin a affiché une forte rentabilité l'année dernière, et les marges des exploitations de naissage devraient rester bien supérieures à la moyenne quinquennale en 2026. La rentabilité des parcs d'engraissement s'est améliorée et reste supérieure à la moyenne, soutenue par les prix élevés des bovins. Cependant, les marges ne sont que légèrement supérieures au seuil de rentabilité, car les coûts liés aux veaux d'engraissement ont augmenté plus rapidement que les prix des bovins gras. L'abondance de l'offre d'aliments pour animaux cette année devrait encore stimuler les rendements des parcs d'engraissement en 2026.

Le secteur avicole a dû faire face à des défis liés aux éclosions répétées d'influenza aviaire. Le secteur des poulets à griller n'a donc pas atteint son quota l'année dernière en raison d'une baisse de la mise en place des poussins. Les cibles de production pour 2026 sont bien supérieures à la normale. La production de poulets à griller devrait monter en flèche, les attributions de quota cet automne se trouvant en moyenne 7 % au-dessus de la base de référence. La production de poules pondeuses a également connu une croissance constante, augmentant de plus de 10 % au troisième trimestre de 2025, alors que le secteur continue de se remettre des effets des éclosions d'influenza aviaire survenues en 2025.

Dans le secteur porcin, la rentabilité s'est améliorée en 2025 grâce à la baisse des coûts des aliments pour animaux et à la hausse des prix des porcs, le marché mondial ayant retrouvé un meilleur équilibre après des années d'offre excédentaire. En 2026, on s'attend à ce que les marges des exploitations de naissage-finition soient supérieures à la moyenne sur cinq ans. Malgré les perspectives positives, les tensions commerciales entre le Canada, les États-Unis et la Chine posent des risques pour les prix et la rentabilité cette année. Les règles relatives à l'étiquetage volontaire du pays d'origine pourraient par ailleurs peser sur les prix obtenus par les éleveurs de porcs canadiens.

Les producteurs de pommes de terre canadiens ont obtenu une récolte légèrement inférieure en 2025, en baisse de 0,9 % après la récolte record de 2024. La récolte de pommes de terre de 2025 est toujours supérieure de 4,5 % à la moyenne quinquennale. Le temps sec dans l'Est, en particulier dans les provinces de l'Atlantique, a réduit la production, tandis que la production dans l'Ouest canadien, surtout en Alberta, a compensé les pertes subies dans d'autres régions du pays. Les prix des pommes de terre dépendent de l'offre et de la demande en Amérique du Nord. La production combinée devrait baisser de 2 % par rapport à 2024, alors que les stocks actuels de pommes de terre sont similaires à ceux de l'année dernière. Ainsi, les prix au Canada, qui sont restés relativement stables en 2025, pourraient afficher des hausses limitées en 2026, compte tenu des réserves abondantes en Amérique du Nord.

¹ Les références dans le *Survol de l'industrie agricole et agroalimentaire* se rapportent à l'année civile. Au moment de la rédaction du présent rapport trimestriel, les références aux données économiques de 2025 sont encore des estimations et sont mentionnées comme telles tout au long de l'aperçu. Ces valeurs changeront dans les rapports subséquents à mesure que les données réelles seront connues.

Malgré les conditions sèches qui ont réduit les rendements dans certaines régions de l'Est canadien, la plupart des producteurs horticoles auraient augmenté leur production en 2025. Les recettes tirées de la production de fruits frais ont chuté de 1,7 % en 2024, mais on projette une augmentation de 6,3 % en 2025, soutenue par le mouvement « Achetez canadien ». La croissance devrait ralentir en 2026, avec une augmentation de 2 %, car la hausse de la production pèse sur les prix. Les recettes tirées des légumes de plein champ ont augmenté de 4,7 % en 2024 et devraient grimper de 4,6 % en 2025, bien que le temps sec puisse avoir une incidence sur les résultats définitifs pour cette année-là. Si les conditions météorologiques sont normales, les recettes devraient augmenter de 3,7 % en 2026. Les recettes des légumes de serre restent solides, avec une hausse de 8,5 % en 2024, de 6,5 % en 2025 et une croissance prévue de 7,8 % en 2026, soit légèrement en dessous de la moyenne quinquennale. Cependant, la rentabilité dans le secteur horticole restera faible en raison des difficultés persistantes en matière de main-d'œuvre et du coût élevé des intrants.

Agroentreprise et agroalimentaire

Le marché des équipements agricoles, qui a enregistré un ralentissement des ventes l'année dernière, devrait continuer à subir des pressions en 2026. Les prix élevés de l'équipement et la rentabilité réduite des exploitations agricoles limitent déjà la demande. En outre, les perturbations commerciales internationales, en particulier les droits de douane sur l'acier et l'aluminium, font grimper les coûts de fabrication. Ces hausses de coûts devraient accroître encore plus les prix de l'équipement et, par conséquent, on s'attend à ce que les commandes pour 2026 diminuent considérablement.

Les coûts des intrants de culture demeurent élevés et commencent à augmenter de nouveau. Les prix des engrais demeurent élevés en raison de la forte demande mondiale et de l'offre limitée. Les prix des cultures, eux, devraient chuter, ce qui pourrait exercer une pression accrue sur les marges des exploitations agricoles, nuisant ainsi à la demande d'équipements agricoles.

La production record de céréales et d'oléagineux en 2025 soutiendra les revenus des entreprises de manutention et transformation des grains. Cependant, l'incertitude commerciale demeure un risque majeur. Les droits de douane potentiels pourraient faire baisser les prix à l'exportation et perturber les volumes d'exportation vers les principaux marchés.

Les perspectives globales pour les entreprises canadiennes de transformation alimentaire restent positives, même si la menace posée par les droits de douane et le ralentissement de la croissance démographique demeurent des défis constants. Les ventes du secteur de la fabrication de produits alimentaires et de boissons devraient croître de 2,5 % en 2025 et de 3,8 % en 2026. Cependant, l'augmentation des ventes en 2025 était entièrement attribuable à la hausse des prix, qui a compensé la baisse des volumes. Les pressions sur les coûts des principaux intrants commencent à s'atténuer, quoique lentement, et cette tendance devrait se maintenir en 2026. Ce facteur, conjugué à une reprise prévue du volume des ventes, devrait permettre aux marges de s'améliorer en 2026. Grâce à un marché du travail plus souple, les entreprises pourraient trouver plus facile et plus rentable de recruter du personnel dans les mois à venir, ce qui favorisera leurs marges bénéficiaires.

Gestion du risque d'entreprise

À titre d'institution financière, nous tenons compte des risques lorsque nous accordons du financement à nos clients et clientes, investissons dans des entreprises, offrons des services, déterminons nos priorités et élaborons des stratégies et des initiatives d'entreprise. Nos quatre principales catégories de risque sont le risque stratégique, le risque financier, le risque opérationnel et le risque d'atteinte à la réputation. Chaque catégorie comporte des risques distincts, qui sont évalués au moyen de divers outils pour en déterminer la probabilité et l'incidence.

Notre cadre de gestion du risque d'entreprise établit la structure de gouvernance permettant de gérer ces risques, de même que le processus utilisé pour déterminer, évaluer, mesurer, gérer, atténuer et surveiller le risque et en faire rapport. Nous améliorons constamment nos pratiques de gestion du risque d'entreprise et nous évaluons nos activités en fonction d'énoncés officiels sur la propension et la tolérance au risque, qui définissent et mesurent ce qui constitue un niveau acceptable de risque.

Nous continuons de suivre notre cadre de gestion du risque d'entreprise, comme décrit dans le Rapport annuel 2024-2025.

Résultats financiers

Notre analyse du bénéfice net consiste en une comparaison des résultats du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2025 aux résultats des mêmes périodes terminées le 31 décembre 2024.

Bénéfice net

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2025	2024	Écart	2025	2024	Écart
Intérêts créditeurs nets	414	374	40	1 205	1 087	118
Charge pour pertes sur prêts	(4)	(23)	19	(39)	(68)	29
Produits autres que d'intérêt	12	6	6	12	18	(6)
Frais d'administration	(177)	(163)	(14)	(515)	(468)	(47)
Bénéfice net	245	194	51	663	569	94

Trimestre terminé le 31 décembre

Le bénéfice net a augmenté de 51 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 26 % par rapport à la même période en 2024. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse des volumes de prêts, ce qui a donné lieu à une augmentation des intérêts créditeurs nets. Le rendement du crédit s'est également amélioré, ce qui a entraîné une baisse de la charge pour pertes sur prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté ce trimestre, principalement en raison des gains nets non réalisés tirés des investissements. La hausse des frais d'administration s'explique par l'augmentation des coûts liés au soutien de nos priorités et initiatives stratégiques.

Période de neuf mois terminée le 31 décembre

Le bénéfice net a augmenté de 94 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 17 % par rapport à la même période en 2024. La hausse des intérêts créditeurs nets découle de la croissance du volume de prêts et de la marge. Les charges ont diminué d'une année à l'autre, témoignant ainsi de l'amélioration du rendement du crédit. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué en raison de la baisse des gains nets non réalisés sur les investissements et de l'augmentation des demandes d'indemnisation. La hausse des frais d'administration s'explique par l'augmentation des coûts nécessaires au soutien de notre stratégie et de notre croissance continue.

Intérêts créditeurs nets, prêts et emprunts

Intérêts créditeurs nets

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 31 décembre	Période de neuf mois terminée le 31 décembre
	2025	2025
Augmentation sur douze mois des intérêts créditeurs nets attribuable à :		
Augmentation du volume	37	104
Augmentation de la marge d'intérêt nette	3	14
Augmentation totale des intérêts créditeurs nets	40	118

Trimestre terminé le 31 décembre

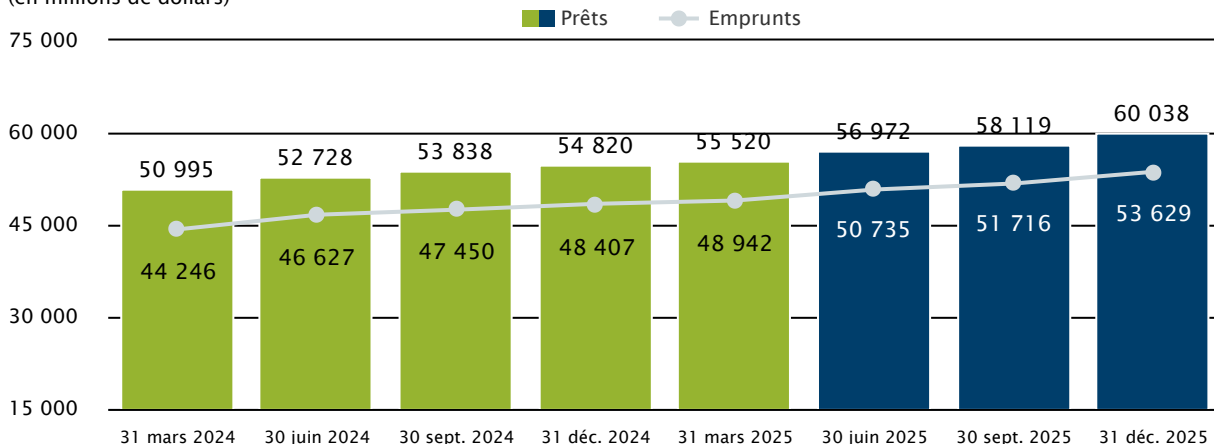
Les intérêts créditeurs nets ont augmenté de 40 millions de dollars. Cette croissance a été stimulée par une forte demande de la clientèle (décaissements), dont la contribution s'est élevée à 37 millions de dollars. La marge d'intérêt nette s'est améliorée grâce à des changements favorables dans le contexte des taux d'intérêt et aux choix de produits des clients et clientes qui en ont résulté, apportant ainsi une contribution supplémentaire de 3 millions de dollars.

Période de neuf mois terminée le 31 décembre

Les actifs productifs d'intérêts de FAC ont augmenté de façon significative, ce qui s'est traduit par une hausse des intérêts créditeurs nets de 104 millions de dollars. L'augmentation de 14 millions de dollars de la marge d'intérêt nette est attribuable à des changements dans la composition du portefeuille, la clientèle ayant continué à ajuster sa sélection de produits en réaction aux baisses de taux d'intérêt.

Prêts et emprunts

(en millions de dollars)

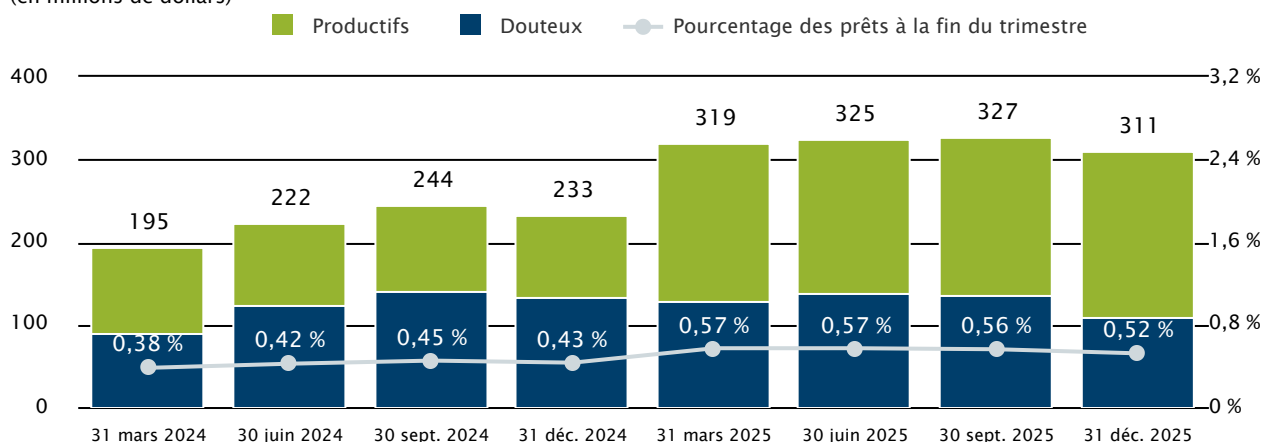


Les prêts ont augmenté de 10,0 % depuis le 31 mars 2025, et cette croissance a été observée dans tous les secteurs de l'industrie et dans toutes les régions géographiques. La plus forte augmentation en dollars et le taux de croissance le plus élevé ont été observés dans les prêts d'alliance, stimulés par les achats saisonniers d'intrants de culture et l'augmentation du financement pour les bovins des parcs d'engraissement. Les prêts dans le secteur des céréales et des oléagineux sont aussi restés élevés, grâce à la demande soutenue de terres agricoles et à l'augmentation des emprunts liée à la hausse des coûts de l'équipement agricole.

Les emprunts ont augmenté de 9,6 % au cours de la même période, principalement en raison de la hausse des emprunts à court terme utilisés pour financer l'expansion du portefeuille de prêts, ainsi que de la croissance des réserves de liquidités et des investissements.

Provision pour pertes sur prêts et qualité du crédit

(en millions de dollars)



La provision pour pertes sur prêts a diminué de 8 millions de dollars depuis le 31 mars 2025. Au cours de la même période, la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué de 19 millions de dollars. Cette baisse est attribuable à des radiations de 64 millions de dollars, principalement dans le secteur agroalimentaire, partiellement compensées par une augmentation nette de 45 millions de dollars découlant essentiellement de la mise à jour des estimations des pertes et du passage des prêts à la catégorie des prêts douteux. Alors que les soldes des prêts douteux ont diminué dans plusieurs secteurs industriels et régions géographiques, tels que ceux de la volaille et des céréales et des oléagineux, ont continué à subir des pressions financières, ce qui a entraîné une augmentation des soldes de prêts en souffrance, ayant ainsi un effet sur la provision pour pertes sur prêts douteux.

L'augmentation de 11 millions de dollars de la provision pour pertes sur prêts productifs depuis le 31 mars 2025 est principalement due à la croissance du portefeuille.

Situation financière

	31 décembre	31 mars	
(en millions de dollars)	2025	2025	Écart
Espèces et quasi-espèces	1 886	1 514	372
Placements à court terme	736	485	251
Prêts nets	59 727	55 201	4 526
Investissements	652	456	196
Autres	487	499	(12)
Total de l'actif	63 488	58 155	5 333
Emprunts	53 629	48 942	4 687
Autres	596	563	33
Total du passif	54 225	49 505	4 720
Capitaux propres	9 263	8 650	613

En plus de la croissance des prêts et des emprunts dont il est question ci-dessus, les espèces et quasi-espèces et les placements à court terme, qui soutiennent collectivement la gestion globale des liquidités, ont augmenté de 623 millions de dollars. Des progrès importants ont été réalisés pour améliorer notre stratégie et offrir des solutions de capital diversifiées aux entreprises agricoles et agroalimentaires innovantes, ce qui s'est traduit par une croissance substantielle des investissements. L'augmentation des autres passifs est principalement attribuable au prêt Transfert de FAC, qui aide la prochaine génération à faire son entrée dans l'industrie et facilite le transfert intergénérationnel des exploitations. L'augmentation des capitaux propres s'explique par un bénéfice net depuis le début de l'exercice de 663 millions de dollars, compensé par un dividende de 50 millions de dollars versé au gouvernement du Canada le 24 juin 2025.

Rendement par rapport au plan

	Période de neuf mois terminée le 31 décembre 2025		
Principales mesures financières	Réalizations	Plan	
Bénéfice net	663 M\$	581 M\$	
Taux de croissance des prêts ⁽¹⁾	9,5 %	5,1 %	
Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾	7,7 %	8,4 %	
Ratio d'efficience ⁽¹⁾⁽²⁾	45,1 %	48,3 %	
Ratio de capital total ⁽³⁾	15,8 %	16,3 %	
Frais d'administration	515 M\$	557 M\$	

⁽¹⁾ Ces mesures sont calculées à l'aide de données fondées sur une moyenne de 12 mois consécutifs jusqu'au 31 décembre 2025.

⁽²⁾ Il est possible que ces mesures n'aient pas de signification uniformisée au titre des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et ne soient pas comparables à des mesures comptables similaires utilisées dans l'industrie. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section sur les mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du rapport annuel 2024-2025.

⁽³⁾ La valeur du plan pour cette mesure est projetée pour une période de 12 mois terminée le 31 mars 2026.

Au troisième trimestre, de nombreuses mesures financières clés ont continué à dépasser les attentes du plan. Ce rendement a été stimulé par une croissance soutenue du portefeuille et des conditions de taux d'intérêt favorables, ainsi que par des frais d'administration moins élevés que prévu. Le ratio d'efficience a été plus solide que prévu grâce à la baisse des frais d'administration, principalement en raison des retards dans les dépenses liées aux projets et des dépenses réduites au chapitre des effectifs impartis par rapport au plan, combinée à l'augmentation des revenus découlant de la croissance plus forte des prêts.

Le rendement des capitaux propres reste inférieur aux prévisions, car la moyenne mobile sur 12 mois continue de tenir compte de la charge pour pertes sur prêts plus élevée comptabilisée vers la fin de l'exercice précédent, même si la charge pour pertes sur prêts de l'exercice en cours évolue favorablement. Le ratio de capital total était inférieur aux prévisions en raison d'une exigence en matière de capital plus élevée, attribuable à une croissance des prêts et des investissements supérieure aux prévisions et à une propension au risque accrue, conformément à la stratégie de FAC.

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés conformément à la Directive sur les normes comptables « GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État », publiée par le Conseil du Trésor du Canada, et des mesures de contrôle interne qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés qui ne contiennent aucune inexactitude importante. La direction est aussi responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements que contient le présent rapport financier trimestriel soient conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés condensés non audités donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés condensés.



Justine Hendricks, MBA
Présidente-directrice générale



Corinna Mitchell-Beaudin, CPA, CA, CFA
Vice-président exécutive, Finances

Regina, Canada
Le 19 février 2026

Bilan consolidé

(non audité)	Au 31 décembre	Au 31 mars
(en millions de dollars canadiens)	2025	2025
Actif		
Espèces et quasi-espèces	1 886	1 514
Placements à court terme	736	485
Créances et charges payées d'avance	28	43
Prêts		
Total des prêts (note 2)	60 038	55 520
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	(311)	(319)
Prêts nets	59 727	55 201
Autres prêts nets	8	8
Investissements	605	449
Participation dans des entreprises associées	47	7
Actifs au titre du droit d'utilisation	146	147
Immobilisations corporelles	29	21
Actifs incorporels	4	6
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	266	267
Autres actifs	6	7
Total de l'actif	63 488	58 155
Passif		
Créditeurs et charges à payer	90	111
Emprunts		
Dettes à court terme (note 4)	14 910	10 933
Dettes à long terme (note 4)	38 719	38 009
Total des emprunts	53 629	48 942
Passifs des prêts Transfert	235	186
Passifs liés aux contrats de location	151	153
Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	111	104
Autres passifs	9	9
Total du passif	54 225	49 505
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	9 263	8 650
Total des capitaux propres	9 263	8 650
Total du passif et des capitaux propres	63 488	58 155

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Intérêts créditeurs	765	758	2 264	2 270
Intérêts débiteurs	(351)	(384)	(1 059)	(1 183)
Intérêts créditeurs nets	414	374	1 205	1 087
Revenu tiré de l'assurance	4	3	9	12
Gain net tiré des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	8	4	7	9
Autres charges	–	(1)	(4)	(3)
Produits autres que d'intérêt	12	6	12	18
Total des revenus	426	380	1 217	1 105
Charge pour pertes sur prêts	(4)	(23)	(39)	(68)
Frais d'administration	(177)	(163)	(515)	(468)
Bénéfice net	245	194	663	569

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 31 décembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 septembre 2025	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2025
Bénéfices non répartis	9 018	245	–	9 263
Total des capitaux propres	9 018	245	–	9 263

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 30 septembre 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2024
Bénéfices non répartis	8 421	194	–	8 615
Total des capitaux propres	8 421	194	–	8 615

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2025	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2025
Bénéfices non répartis	8 650	663	(50)	9 263
Total des capitaux propres	8 650	663	(50)	9 263

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 mars 2024	Bénéfice net	Dividende versé	Solde au 31 décembre 2024
Bénéfices non répartis	8 736	569	(690)	8 615
Total des capitaux propres	8 736	569	(690)	8 615

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
	2025	2024	2025	2024
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	245	194	663	569
Ajustements pour déterminer les (sorties) rentrées nettes de fonds liés aux activités d'exploitation :				
Intérêts créditeurs	(765)	(758)	(2 264)	(2 270)
Intérêts débiteurs	351	384	1 059	1 183
Charge pour pertes sur prêts	4	23	39	68
Gain net non réalisé découlant des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	(7)	(4)	(6)	(9)
Dépréciation d'actifs au titre du droit d'utilisation	4	4	12	12
Dépréciation d'immobilisations corporelles	2	2	6	6
Amortissement d'actifs incorporels	–	1	2	3
Pertes de change nettes non réalisées (gains de change nets non réalisés) ⁽¹⁾	2	(56)	50	(48)
Charges diverses ⁽¹⁾	–	–	1	–
Sorties de fonds nettes liées aux prêts	(2 091)	(1 101)	(4 631)	(3 824)
Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation	23	52	49	18
Intérêts reçus	894	902	2 277	2 297
Intérêts payés	(395)	(447)	(1 082)	(1 205)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(1 733)	(804)	(3 825)	(3 200)
Activités de placement				
Achat de placements à court terme	(465)	(360)	(1 131)	(681)
Produits de placements à court terme arrivés à échéance	331	250	880	661
Remboursements d'autres prêts	–	–	–	13
Acquisition de placements	(106)	(110)	(175)	(137)
Produits de la vente et du remboursement de placements	9	–	16	1
Acquisition de participations dans des entreprises associées	(40)	–	(40)	–
Achat d'immobilisations corporelles	(7)	(1)	(15)	(4)
Achat d'actifs incorporels	–	(1)	–	(1)
Sorties de fonds liées aux activités de placement	(278)	(222)	(465)	(148)
Activités de financement				
Dettes à long terme émises	3 116	2 487	8 517	8 804
Dettes à long terme remboursées	(2 402)	(2 298)	(6 638)	(5 546)
Dettes à court terme émises	7 277	4 423	17 201	10 850
Dettes à court terme remboursées	(6 010)	(3 603)	(14 356)	(9 936)
Capital remboursé au titre des passifs liés aux contrats de location	(4)	(4)	(11)	(11)
Dividende versé	–	–	(50)	(690)
Rentrées de fonds liées aux activités de financement	1 977	1 005	4 663	3 471
Variation des espèces et quasi-espèces	(34)	(21)	373	123
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 921	1 695	1 514	1 559
Effets des variations du taux de change sur le solde des sommes détenues et exigibles en devises étrangères ⁽¹⁾	(1)	8	(1)	–
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 886	1 682	1 886	1 682
Les espèces et quasi-espèces comprennent :				
Espèces	1 813	1 495	1 813	1 495
Placements à court terme	73	187	73	187

⁽¹⁾ Les données comparatives ont été reclassées afin qu'elles soient conformes aux normes de présentation de la période en cours.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels consolidés condensés.

Notes complémentaires aux états financiers trimestriels consolidés condensés

(non audités)

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers trimestriels consolidés et condensés non audités (états financiers trimestriels) ont été dressés conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État.

Ces états financiers trimestriels ne contiennent pas tous les renseignements qui doivent figurer dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

À moins d'indication contraire, les états financiers sont présentés en millions de dollars canadiens, soit la monnaie de fonctionnement de Financement agricole Canada (FAC).

Ces états financiers trimestriels présentent les résultats des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2025, et leur communication a été approuvée et autorisée par le Comité d'audit et de gestion du risque du Conseil d'administration le 19 février 2026.

Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation de ces états financiers trimestriels sont conformes à celles qui ont été appliquées aux états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Estimations et jugements importants de la direction

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction formule des jugements, des estimations et des hypothèses concernant l'avenir qui influent sur les montants présentés dans les états financiers trimestriels et les notes complémentaires. Ces jugements, estimations et hypothèses font l'objet d'une évaluation continue fondée sur les données antérieures et d'autres facteurs, dont les événements prévus et jugés plausibles dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces jugements, estimations et hypothèses.

Pour obtenir des renseignements sur les jugements, les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les montants déclarés dans les états financiers trimestriels, consultez les notes correspondantes des états financiers annuels audités de l'exercice terminé le 31 mars 2025.

2. Prêts nets

	Terme jusqu'à échéance			Au 31 décembre 2025
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	5 604	15 221	593	21 418
Taux fixe	9 945	22 397	6 323	38 665
Prêts bruts	15 549	37 618	6 916	60 083
Commissions sur prêts reportées				(45)
Total des prêts				60 038
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(311)
Prêts nets				59 727

	Terme jusqu'à échéance			Au 31 mars 2025
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Taux variable	4 152	12 684	382	17 218
Taux fixe	7 638	23 400	7 304	38 342
Prêts bruts	11 790	36 084	7 686	55 560
Commissions sur prêts reportées				(40)
Total des prêts				55 520
Provision pour pertes sur prêts (note 3)				(319)
Prêts nets				55 201

Concentration du risque de crédit

Répartition par secteur

	Au 31 décembre 2025		Au 31 mars 2025	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Céréales et oléagineux	18 209	253	17 501	211
Produits laitiers	7 841	82	7 684	106
Agroentreprise	6 594	85	5 739	140
Bœuf	5 132	47	4 678	83
Autres	4 819	76	4 527	119
Agroalimentaire	4 174	176	3 721	138
Volaille	3 730	89	3 619	27
Alliances	3 498	40	2 254	19
Serres	2 807	150	2 638	194
Porc	1 658	42	1 626	88
Fruits	1 621	108	1 573	106
Total	60 083	1 148	55 560	1 231

Répartition géographique

	Au 31 décembre 2025		Au 31 mars 2025	
	Prêts bruts	Prêts douteux	Prêts bruts	Prêts douteux
Ontario	18 468	200	16 918	300
Saskatchewan	11 337	110	10 408	107
Alberta	10 978	242	10 022	171
Québec	8 186	155	7 613	280
Colombie-Britannique	5 041	341	4 831	259
Manitoba	4 354	49	4 085	66
Atlantique	1 719	51	1 683	48
Total	60 083	1 148	55 560	1 231

3. Provision pour pertes sur prêts – prêts

Au 31 décembre 2025	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	77	113	129	319
Transfert au 1 ^{er} stade	18	(13)	(5)	–
Transfert au 2 ^e stade	(6)	103	(97)	–
Transfert au 3 ^e stade	(2)	(14)	16	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	28	4	7	39
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(8)	(6)	(15)	(29)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(26)	(67)	135	42
Radiations	–	–	(64)	(64)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	–	–	4	4
Provision totale	81	120	110	311

Au 31 mars 2025	1 ^{er} stade	2 ^e stade	3 ^e stade	Total
Provision pour pertes sur prêts au début de l'exercice	34	72	89	195
Transfert au 1 ^{er} stade	16	(14)	(2)	–
Transfert au 2 ^e stade	(8)	68	(60)	–
Transfert au 3 ^e stade	(2)	(24)	26	–
Variations attribuables aux nouveaux prêts constitués	38	5	6	49
Prêts décomptabilisés au cours de la période	(14)	(7)	(19)	(40)
Réévaluation nette de la provision pour pertes	13	14	194	221
Radiations	–	(1)	(105)	(106)
Recouvrement de sommes précédemment radiées	–	–	–	–
Provision totale	77	113	129	319

4. Emprunts

Dette à court terme

	Au 31 décembre 2025	Au 31 mars 2025
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	617	641
Emprunts à taux fixe	12 347	9 067
	12 964	9 708
Emprunts auprès des marchés financiers		
Billets à ordre à taux fixe en dollars américains	1 946	1 225
Total	14 910	10 933

Dette à long terme

	Au 31 décembre 2025	Au 31 mars 2025
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Emprunts à taux variable	20 476	16 384
Emprunts à taux fixe	18 243	21 625
Total	38 719	38 009